



RA-CFI.FR

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020

SOMMAIRE

2020 OU COMMENT S'ADAPTER À UNE CRISE SANITAIRE MONDIALE	3
LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE	5
GÉOGRAPHIE DES INTERVENTIONS	7
PROJETS	8
PAGOF	9
Encourager l'administration et la société civile à œuvrer pour un gouvernement ouvert	
QUDRA 2	10
Production et distribution d'informations pour les populations réfugiées syriennes	
D-JIL	11
Innover et créer des contenus numériques pour les jeunes	
KALAN ACADEMY	12
Renforcer les capacités en management des responsables de médias	
DUNIA	13
Les médias au service de l'urgence climatique	
MÉDIASAHÉL	14
Offrir un nouvel espace d'expression à la jeunesse sahélienne	
CONNEXIONS CITOYENNES 2	16
Accompagner l'émergence de projets numériques d'action citoyenne	
MÉDIALAB	17
Favoriser la production de contenus innovants dans le monde arabe et en Afrique	
MAKANATI	19
Femmes et médias dans les zones de conflit	
AMA BAAD	20
Des rencontres et des ressources en ligne pour adapter la pratique journalistique à la crise sanitaire	
TAFANEL	21
Contribuer à travers les médias à la cohésion sociale dans le nord de l'Irak	
NOS BAILLEURS ET PARTENAIRES EN 2020	22
APERÇU 2021	24
BILAN FINANCIER	25

2020 OU COMMENT S'ADAPTER À UNE CRISE SANITAIRE MONDIALE

Si l'on devait choisir un mot pour illustrer l'année 2020 pour CFI, ce serait celui d'adaptation. La crise sanitaire a en effet conduit notre agence de développement médias à adapter l'ensemble de ses projets et modes opératoires aux confinements, au ralentissement des déplacements internationaux ainsi qu'aux besoins nouvellement apparus des médias situés dans nos zones d'intervention prioritaires, en Afrique, dans le monde arabe et en Asie du Sud-Est. Cette adaptation a impliqué un développement rapide des méthodes de formation en ligne, ou encore le lancement de projets entièrement consacrés à la couverture par les médias de la pandémie.

C'est ainsi, à titre d'exemple, qu'a été lancé dès le mois d'avril 2020 – grâce à un financement complémentaire de l'Agence Française de Développement (AFD) – le projet MédiaSahel Covid-19, afin d'appuyer la production de contenus de qualité pour informer la jeunesse sahélienne sur la pandémie. Dans le monde arabe, en partenariat avec les médias libanais Daraj et tunisien Barr Al Aman, le projet Ama Baad a aussi proposé aux journalistes, chaque semaine à partir du mois de juin 2020, des échanges en ligne avec des experts et expertes afin de leur fournir des clés d'adaptation et expliquer, encore un peu mieux, la crise sanitaire aux citoyens.

Lutter contre les fausses informations

Dans ce contexte de pandémie, la lutte contre la prolifération des infox a été plus que jamais au cœur de nos actions. Le projet Désinfox Afrique, lancé à l'automne 2020 auprès des médias de six pays d'Afrique francophone, a, par exemple, été entièrement consacré à la vérification des informations (« fact-checking »). D'autres projets régionaux d'ampleur, comme MédiaSahel ou Qarib, ont également largement intégré des modules sur ce sujet.

Sensibiliser les médias aux questions environnementales

L'année 2020 a aussi marqué le cinquième anniversaire des Accords de Paris sur le climat dont l'actualité est venue à maintes reprises rappeler l'importance centrale. Dans ce domaine de la préservation de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique, les médias ont, de toute évidence un rôle essentiel à jouer pour alerter mais aussi éduquer le grand public. C'est pourquoi CFI, avec les projets environnementaux Dunia, MédiaLab Environnement ou encore Afri'kibaaru, a poursuivi son accompagnement des responsables de médias et journalistes dans le traitement des sujets consacrés aux objectifs du développement durable.

Soutenir l'égalité des genres dans les médias

Un autre enjeu prioritaire pour notre agence a été de favoriser, au cours de l'année, l'inclusion des femmes et d'encourager leur participation au débat public. Des projets dédiés à l'égalité des genres ont été initiés en 2020, comme Mekanati, en Irak et au Yémen, qui participe au renforcement de la place des femmes dans les médias, ou MédiaLab pour Elles, qui forme en Afrique des journalistes au traitement des données ouvertes en matière de genre.

Nous avons également lancé, en octobre 2020, une étude pour dresser un état des lieux de l'égalité femmes-hommes dans les médias de quatre pays d'Afrique sub-saharienne. Les résultats permettront de mettre sur pied de nouveaux projets afin de soutenir l'égalité des genres et favoriser une meilleure représentation des femmes dans les médias.

S'inspirer des femmes et des hommes engagés sur le terrain

Enfin, et surtout, 2020 a constitué une rude épreuve pour l'ensemble des journalistes partenaires et bénéficiaires qui se sont adaptés, eux aussi, et qui se sont engagés sur le terrain dès le début de la pandémie, risquant parfois leur propre santé, afin de continuer à informer les citoyennes et les citoyens de leur pays. Leur travail et leur engagement forcent l'admiration et représentent pour nous, à CFI, une source de motivation, de fierté et d'inspiration sans équivalent. Ce rapport leur est dédié.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

Les 12 événements majeurs qui ont marqué l'année 2020 pour l'agence française de développement médias.



Janvier

Organisation d'un forum à Khartoum – réunissant 150 journalistes, membres de la société civile et de la classe politique – afin de réfléchir aux pistes d'actions possibles des médias soudanais pour soutenir la transition démocratique.



Février

Clôture des sessions de formation de 45 jeunes journalistes irakiens du projet *Tafael*, axées sur le rôle des médias dans le processus de réconciliation et la cohésion sociale.



Mars

Valorisation des actrices des médias du Sud à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes du 8 mars.



Avril

Publication des conclusions d'une étude sur les médias en Tunisie dans le cadre d'*Hiwar Tounsi*.



Mai

Lancement de *MédiaSahel Covid-19*, grâce à un financement supplémentaire d'un million d'euros de l'AFD (Agence Française de Développement) dans le cadre de l'initiative Covid-19 Santé en commun portée par la France.



Juin

Publication d'une "Déclaration de principes" qui rappelle les valeurs fondamentales qui guident CFI dans ses actions et dans ses interactions avec l'ensemble de ses parties prenantes (acteurs institutionnels, partenaires, bénéficiaires, experts et expertes).



Juillet

Lancement officiel par CFI et France Médias Monde d'*Afri'kibaaru*, un projet financé par l'AFD (Agence Française de Développement) pour renforcer l'accès à une information fiable et indépendante au Sahel.



Août

À l'occasion de la Journée internationale de l'humanitaire du 19 août, conférence sur la coopération entre les journalistes et ONG au Yémen, pour les bénéficiaires d'YMER+.



Septembre

Lancement du MOOC *Connexions Citoyennes 2*, pour favoriser l'action citoyenne en Afrique francophone.



Octobre

Publication sur le site d'information libanais Daraj de la première des huit enquêtes de *MédiaLab Investigation*.



Novembre

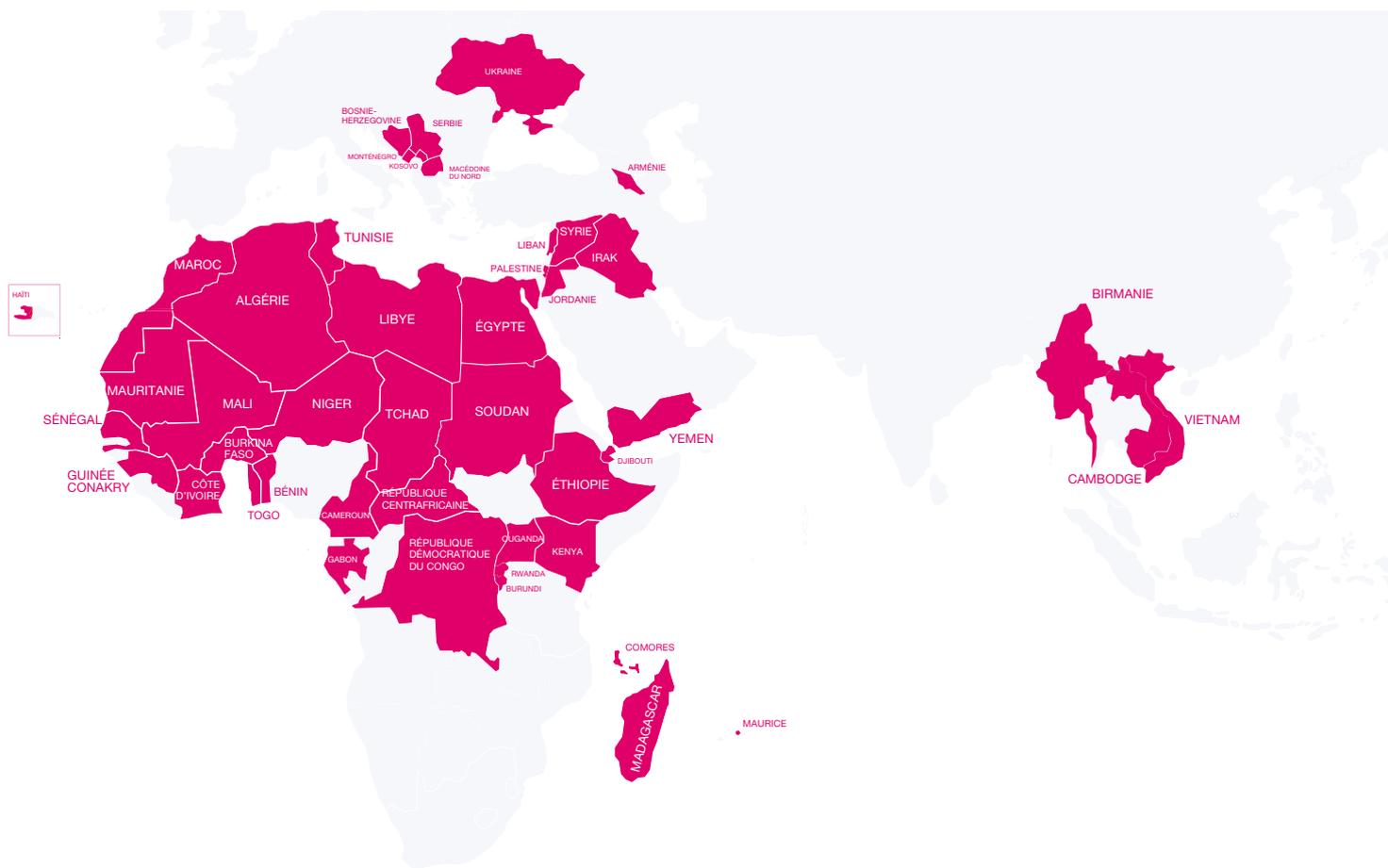
Lancement de la plateforme régionale et multilingue d'éducation aux médias et à l'information TALMIL dans le cadre d'*Expressions balkaniques*.



Décembre

Au Kenya, formation sur les impacts du dérèglement climatique sur la biodiversité et l'agriculture, ainsi que l'amélioration des modes de vie des communautés établies dans les mangroves, dans le cadre du projet Dunia.

GÉOGRAPHIE DES INTERVENTIONS EN 2020



LES CHIFFRES CLÉS 2020



800
missions
sur le terrain



6 000
bénéficiaires



45%
de femmes parmi
les bénéficiaires de
nos actions



43%
de nos missions
concernent la
jeunesse



13,25 M€
de ressources
mobilisés

PROJETS

En 2020, 38 projets ont été menés au profit de professionnels et professionnelles d'une vingtaine de pays. Découvrez 11 d'entre eux.

PAGOF

Encourager l'administration et la société civile à œuvrer pour un gouvernement ouvert

Calendrier : Octobre 2017 – Octobre 2020 / **Budget global :** 1,5 M€

La participation au Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) des pays d'Afrique francophone est encore assez limitée (6 pays membres), mais le processus suscite de plus en plus d'intérêt et de nombreuses initiatives. D'importantes réformes ont vu le jour ces dernières années pour renforcer l'accès à l'information, la transparence financière, la participation citoyenne et la redevabilité, et répondre ainsi aux aspirations citoyennes.

Le Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (#PAGOF), mis en œuvre par CFI et Expertise France, accompagne les administrations et la société civile, dont les médias, afin d'améliorer la gouvernance, l'accès à l'information et la participation citoyenne dans la construction et le suivi de l'action publique en Tunisie, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du PGO, qui regroupe aujourd'hui 79 pays et des organisations de la société civile (OSC).

En 2020, plus de 500 personnes ont bénéficié de formations et d'actions de sensibilisation. L'accent a été mis sur le renforcement des connaissances sur les principes du Gouvernement ouvert et des capacités techniques dans la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de leur plan d'action national. Vingt-huit journalistes d'investigation tunisiens ont, par ailleurs, participé à des ateliers sur le droit d'accès à l'information en Tunisie ou le journalisme de données et la vérification des faits.

Transparence administrative et redevabilité publique

En Tunisie, 54 personnes, dont 50% de femmes, ont été formées pour mieux comprendre les enjeux de la loi relative au droit d'accès à l'information. Adoptée en 2016 par le parlement tunisien, cette loi constitue en effet une "révolution juridique" dans un pays où divulguer l'information administrative était auparavant interdit. Des agents de la fonction publique chargés de mettre la loi en œuvre à l'échelon local, mais aussi des journalistes et représentants d'OSC ont été sensibilisés aux possibilités offertes par cet outil de transparence administrative et de redevabilité publique.

Au Burkina-Faso, 223 membres d'OSC, de médias et d'autorités coutumières de douze communes ont participé à des ateliers consacrés à la question des données budgétaires des collectivités territoriales, afin de jouer pleinement leur rôle de suivi et de contrôle des politiques publiques locales. En Côte d'Ivoire, l'action du PAGOF s'est concentrée sur la sensibilisation aux principes clés du budget participatif, à travers des sessions de sensibilisation pour 147 responsables d'OSC, et des formations pour 192 élus locaux et agents administratifs de trois communes.

Un soutien à dix projets pour lutter contre la pandémie

En juin, un appel à propositions "Gouvernement ouvert et Covid-19" a été lancé pour appuyer des organisations africaines de la société civile souhaitant contribuer à la lutte contre la pandémie, à travers des initiatives dans les domaines de la transparence, de l'accès à l'information et des données ouvertes. Dix projets ont bénéficié d'un appui financier pour leurs actions. Un webinaire a été organisé en décembre pour valoriser six initiatives, aussi bien au niveau du PGO qu'en Afrique francophone, visant à répondre aux défis posés par la pandémie. Cet événement, qui a cumulé 1 000 vues avec une moyenne de connexion de 50 minutes, a suscité le partage d'idées et d'outils pratiques, tout en renforçant les principes du gouvernement ouvert.

« La réalisation du projet Manonga avec PAGOF a été enrichissante. Cela nous a permis de progresser en tant que structure, mais aussi d'apporter notre part à l'instauration de la paix dans notre pays. »

Un responsable de l'ONG Communication Idea Development (CID)

QUDRA 2

Production et distribution d'informations pour les populations réfugiées syriennes

Calendrier : Septembre 2019 - Août 2022 / **Budget global** : 2 M€

Depuis 2016, CFI gère le volet médias du programme européen Qudra – mené par la GIZ (agence d'aide au développement allemande), en partenariat avec Expertise France et majoritairement financé par l'Union européenne – qui assure la collecte et la diffusion d'informations utiles pour la vie quotidienne des réfugiés syriens de Turquie, de Jordanie et du Liban, et facilite les liens avec les communautés d'accueil.

En 2020, malgré les défis posés par la pandémie, CFI a formé une centaine de journalistes, dont 61 femmes, en Jordanie et au Liban. Onze ateliers ont été organisés, principalement en ligne, sur des sujets tels que la vérification des faits et l'éducation aux médias, la déontologie du journalisme, la question du genre, ainsi que la protection de l'enfance.

« Lorsque nous tentons de soutenir la cohésion sociale à travers notre travail de journaliste, nous avons besoin d'établir une confiance avec le public avant de communiquer notre message. Cette confiance ne peut être construite qu'avec des informations basées sur des faits et des données bien vérifiées. Les modules de CFI m'ont fourni les outils et les bases de la vérification des faits. »

Alaa Al Nassar, journaliste syrienne réfugiée en Jordanie

D'autres ateliers ont été axés plus spécifiquement sur la couverture sanitaire des réfugiés et des communautés vulnérables pendant la pandémie de Covid-19. Des partenariats ont aussi été instaurés avec des médias du Liban et de Jordanie pour la production de contenus en faveur de la cohésion et de la stabilité sociale, mettant au premier plan les thèmes de l'emploi, de l'éducation et de la protection sociale.

« Avant, je ne savais pas comment couvrir les problèmes liés à la pandémie dans les camps. Après l'atelier, j'ai commencé à réfléchir à de nouvelles voies et j'ai pu rédiger des articles mettant en évidence les conditions de vie des réfugiés. »

Rana Zeiden, journaliste (Campji, Liban)

Des contenus spécifiques pour la jeunesse

Face à la fermeture des écoles et au passage à l'enseignement en ligne, deux séminaires à distance, en Jordanie et au Liban, sur la sécurité numérique pour les jeunes, ont recueilli près de 19 000 vues sur Facebook. Une session en ligne sur le thème de "la famille en temps de crise", organisée en réponse à la détérioration de la situation socio-économique au Liban, a compté plus de 4 000 vues sur le réseau social.

En partenariat avec la télévision nationale jordanienne, dix vidéos pour enfants sur la gestion des déchets, mettant en vedette une mascotte nommée Kady, ont été diffusées en juin 2020 sur Jordan TV, ainsi que sur les réseaux sociaux, atteignant 325 000 vues. Au Liban, la production de sept vidéos d'animation sur le traumatisme chez les enfants et, en Jordanie, de sept vidéos portant des directives de sécurité et de santé du ministère du Travail, a été entamée en 2020 et sera finalisée en 2021.

D-JIL

Innover et créer des contenus numériques pour les jeunes

Calendrier : Février 2018 – Janvier 2022 / **Budget global** : 2,5 M€

Depuis 2018, D-Jil agit pour dynamiser l'offre d'information vers les jeunes citoyens et citoyennes du monde arabe (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Égypte, Palestine, Syrie, Liban et Jordanie), pour renforcer leur culture médiatique et pour accroître leur participation au débat public.

En 2020, l'accompagnement des 18 projets innovants à destination des jeunes, qui avaient été sélectionnés au terme d'hackathons* en 2018 et 2019, s'est poursuivi. Ainsi, la session d'incubation, initialement prévue à Casablanca en mars, a pu se dérouler en décembre, en ligne, les conditions sanitaires ne permettant pas de la tenir en présentiel. « Au stade où nous en sommes, l'incubation sur les stratégies de marketing digital et la réflexion sur la refonte technique du site était très opportune », estime ainsi Kenza Sefrioui d'Open Chabab (Maroc). Pendant trois jours, les porteuses et porteurs de projets D-Jil ont bénéficié de sessions générales et individuelles de formation en informatique et en marketing digital. Plusieurs ont appris à planifier une campagne de diffusion des articles, d'autres ont pu renforcer leur stratégie de référencement pour que les publications soient plus visibles sur les moteurs de recherches. Ils ou elles ont enfin reçu des conseils pour augmenter le nombre de lecteurs et lectrices et travaillé au renforcement de leur identité visuelle.

Une subvention pour financer le développement des projets

En parallèle, les 18 projets ont poursuivi leur développement grâce à la subvention qui leur a été octroyée, malgré, pour certains, un gel temporaire de leurs activités dû à la pandémie de Covid-19. Ainsi, pendant que Mégaphone (Liban) publiait une vidéo explicative sur les rouages de l'économie libanaise, Men Lewwel (Maroc) diffusait des vidéos de vulgarisation scientifique à destination des jeunes, dont la dernière, sur le cycle de l'eau, a comptabilisé plus de 5 700 réactions sur Facebook. El Hudood (Jordanie) continuait à former des jeunes à produire des contenus satiriques et Echoes (Algérie) reprenait ses formations de podcast, de community management et de création de contenus, à destination des étudiants et étudiantes d'Oran. Toutes ces productions pourront aussi être utilisées pour des ateliers d'éducation aux médias organisés dans les différents pays par Erim (ex Irex Europe). Le dernier s'est tenu en Algérie début 2020. Depuis, Covid-19 oblige, les contenus ont été adaptés en ligne et les prochains ateliers se feront à distance.

D-Jil est mis en œuvre par un consortium de partenaires dont les membres sont CFI, la Fondation Samir Kassir (Liban), IREX Europe (France), FMAS (Maroc) et Leaders of Tomorrow (Jordanie) et est cofinancé par l'Union européenne.

**Événement au cours duquel des spécialistes se réunissent durant plusieurs jours autour d'un projet collaboratif de programmation informatique ou de création numérique.*

KALAN ACADEMY

Renforcer les capacités en management des responsables de médias

Calendrier : Novembre 2020 - Avril 2022 / **Budget global** : 216 000 €

En Afrique subsaharienne, les radios de proximité sont devenues incontournables pour informer et mobiliser les populations autour de problématiques de gouvernance locale, d'économie, d'éducation, de santé... Pour assurer leur indépendance et leur viabilité, il est primordial que leurs managers soient formés aux questions économiques, organisationnelles et stratégiques auxquelles ils sont quotidiennement confrontés.

Kalan* Academy est un projet porté par le Centre Solidarité et Initiatives pour le Développement du Bénin (CSID-Bénin) et soutenu par CFI à travers une convention de subvention. Lancé à l'automne 2020, ce projet vise à créer une plateforme de formation à distance en management des médias pour les radios de proximité d'Afrique subsaharienne. Ces radios, qui se comptent par milliers sur le continent, jouent un rôle essentiel dans la mobilisation citoyenne des communautés locales mais les outils de leur viabilisation économique sont très spécifiques et assez peu couverts par les écoles de journalisme.

« Kalan Academy veut combler le vide laissé par les écoles de journalisme africaines qui proposent parfois des cursus en management des médias qui sont adaptés aux enjeux économiques et organisationnels des médias de grande audience mais qui ne prennent pas en compte la très grande spécificité de ceux de proximité. »

Sahadou Zato Ali, coordinateur pédagogique de Kalan Academy

Un outil de formation en ligne pour les managers

En 2020, l'équipe pédagogique du CESID-Bénin a développé une première version de la plateforme avec l'aide d'un prestataire africain recruté sur appel d'offres. Elle a aussi produit les premiers modules de formation qui seront utilisés pour l'enseignement à distance. Ceux-ci combinent des sessions théoriques délivrées en visioconférence, des exercices pratiques à réaliser en ligne et des vidéos de simulation jouées par des comédiennes et comédiens professionnels.

La plateforme Kalan Academy offre une solution innovante et 100% africaine pour répondre aux enjeux de gouvernance et de viabilité des médias de proximité. Elle permet de réduire l'empreinte carbone des programmes de renforcement des capacités, mais aussi de garantir aux gestionnaires de média de se former quelles que soient les contraintes de déplacements auxquelles ils sont confrontés (zones de conflit, périodes de crise sanitaire etc.).

** Kalan signifie "formation" en bambara et dioula, deux langues d'Afrique de l'Ouest.*

DUNIA

Les médias au service de l'urgence climatique

Calendrier : Novembre 2019 - Avril 2021 / **Budget global :** 580 000 €

Face à l'urgence climatique, enjeu mondial des prochaines décennies, il est primordial que les responsables de médias et journalistes africains soient sensibilisés à l'importance d'intégrer les sujets environnementaux dans leur ligne éditoriale afin d'alerter, mais aussi d'informer le grand public sur ces questions.

Avec Dunia, CFI marque une nouvelle étape dans son appui au traitement des questions climatiques par les médias d'Afrique de l'Est. Ce projet, qui concerne l'Éthiopie, le Kenya et l'Ouganda, a débuté en décembre 2019, lors d'un séminaire réunissant à Addis-Abeba une centaine de professionnelles et professionnels africains et européens du secteur des médias, de la société civile et de la recherche scientifique. Des groupes de discussion ont permis de partager des expériences et de débattre de sujets tels que les enjeux d'adaptation, la dimension "genre" du changement climatique, ainsi que les liens entre le monde scientifique et la communauté des médias.

Déconstruire les infox propagées par les climato-sceptiques

En 2020, l'agence s'est adaptée aux restrictions de voyage imposées par le contexte sanitaire en proposant à une trentaine de journalistes de quatorze médias des activités à distance. Ces séminaires en ligne sur les effets du changement climatique sur la santé humaine, l'autonomisation des femmes ou encore la planification urbaine les aideront à "vulgariser" ces sujets, c'est-à-dire à les rendre intelligibles au grand public lorsqu'ils sont traités dans des reportages ou des émissions. Les journalistes ont aussi été formés à la vérification scientifique des faits, pour déconstruire les fausses informations liées au climato-scepticisme, et au journalisme de solutions, pour dépasser la simple description des problèmes et enquêter sur les réponses pouvant y être apportées, y compris à travers des initiatives citoyennes.

Mutualiser les efforts entre médias, scientifiques et OSC

Projet innovant, Dunia encourage les réponses médiatiques globales aux questions environnementales, en facilitant une mutualisation des efforts entre les médias, les scientifiques et les organisations de la société civile (OSC) engagées dans le plaidoyer pour le respect des recommandations de la Convention sur la diversité biologique. En décembre 2020, un atelier organisé dans une localité du comté de Kwalé, une région du Kenya où se situent des forêts de mangrove, a ainsi réuni une dizaine de journalistes, représentants des communautés locales et scientifiques de l'Institut de recherche du Kenya sur la mer et la pêche (KMFRI), de l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD).

Les bénéficiaires de cet atelier ont débattu des impacts du dérèglement climatique sur la biodiversité et l'agriculture, mais également du respect et de l'amélioration des modes de vie des communautés établies dans les mangroves. L'événement, organisé dans le cadre du 5^e anniversaire des Accords de Paris sur le climat, s'est terminé par une visite de terrain dans la mangrove de Gazi, où les journalistes ont constaté les effets du changement climatique sur la biodiversité et réalisé des reportages pour sensibiliser le public sur un enjeu majeur de co-viabilité entre les êtres humains et la nature.

« En tant que journaliste scientifique, j'interagis souvent avec des scientifiques. Ce qui est moins courant, c'est d'interagir conjointement avec des scientifiques et des communautés locales. Cet atelier m'a donné beaucoup d'idées de reportages. J'ai hâte de me mettre au travail ! »

Sharon Onyango (Science Africa)

MÉDIASAHÉL

Offrir un nouvel espace d'expression à la jeunesse sahélienne

Calendrier : Janvier 2019 – Décembre 2022 / **Budget global :** 8,3 M€

La zone du Sahel connaît depuis plusieurs années une série de crises multiformes, qui se superposent et s'amplifient. Cette instabilité ne pourra être résolue sans une meilleure inclusion socio-politique des jeunes. Les médias ont un rôle à jouer dans ce domaine.

Depuis 2019, le projet MédiaSahel – financé par l'Agence Française de Développement (AFD) – place au cœur de son action l'inclusion de la jeunesse, en particulier des jeunes femmes, ainsi que la stabilisation et le développement démocratique du Burkina Faso, du Mali et du Niger. À travers un dispositif d'appui à la production d'émissions, il vise à offrir aux Sahéliennes et Sahéliens des informations fiables et des opportunités de participation à la vie publique de leurs pays.

Des contenus spécifiques pour lutter contre la pandémie

En avril 2020, l'équipe de MédiaSahel s'est mobilisée pour que les populations de la région accèdent à une information fiable et vérifiée sur la Covid-19, grâce à un appui complémentaire de l'AFD. Ces fonds ont servi à appuyer la production de contenus en français et en langues nationales dans six pays (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad, Sénégal). Les "CoronaVérif" produites par l'émission Priorité Santé de RFI, ont déconstruit les fausses nouvelles sur la maladie les plus virales au Sahel.

Des "CoroVidéos" conçues par le dessinateur de presse burkinabè Damien Glez pour sensibiliser la jeunesse au respect des gestes barrières, ont été massivement relayées sur les réseaux sociaux par des influenceuses et influenceurs de la région, et près de 200 radios ont diffusé les émissions produites par les partenaires locaux du projet pour relayer des conseils de santé. MédiaSahel a également accompagné la production d'une série d'émissions intitulée « Covid-19, c'est quoi même ? » présentée par l'animateur vedette Soro Solo, et permis aux jeunes de contribuer à la lutte contre la pandémie, en soutenant une trentaine d'initiatives locales de sensibilisation aux bons comportements.

« Les radios avec lesquelles nous avons travaillé ne proposaient pas de bulletin d'information sur la Covid-19, mais grâce aux émissions que les jeunes ont animées, nous avons observé une prise de conscience et, maintenant, de bonnes informations sont diffusées à la population. »

Oumar Barry, porteur d'un projet d'émission sur le coronavirus au Mali

Mobiliser la jeunesse autour des questions de citoyenneté

Parallèlement, et malgré le coronavirus, MédiaSahel et ses partenaires locaux n'ont pris aucun retard sur le calendrier des activités prévues en 2020. Près de 1 300 nouveaux contenus, dont 356 émissions interactives créées par et pour les jeunes, ont été produits et diffusés en français et dans une douzaine de langues nationales par un réseau de 158 radios communautaires.

L'équipe du projet a aussi poursuivi son travail de mobilisation de la jeunesse autour des questions de citoyenneté avec la diffusion de 48 nouveaux épisodes du magazine de RFI "Alors on dit quoi ?", le lancement de l'émission "Jeunes Wakat" par l'Union nationale de l'audiovisuel libre du Faso (UNALFA), et la production de "Dianké", une émission radiophonique adaptée d'une série TV à succès. MédiaSahel a également soutenu la réalisation et la diffusion sur les réseaux sociaux et plusieurs chaînes de télévision du Niger et du Burkina Faso de dix vidéos conçues par Damien Glez pour sensibiliser la jeunesse aux enjeux civiques des élections de fin 2020 dans ces deux pays.

Enfin, 146 journalistes de 73 radios partenaires ont renforcé leurs connaissances sur les fondamentaux de leur métier et 20 formatrices et formateurs du Burkina-Faso, du Mali et du Niger ont acquis les compétences nécessaires pour animer des ateliers sur le journalisme sensible au conflit et au genre.

CONNEXIONS CITOYENNES 2

Accompagner l'émergence de projets numériques d'action citoyenne

Calendrier : Août 2019 - Septembre 2022 / **Budget global** : 3,25 M€

Engagée de plus en plus activement en faveur d'une action publique efficace et transparente, la société civile d'Afrique a besoin de connaissances suffisantes et d'un écosystème favorable pour concrétiser, pérenniser et partager ses initiatives.

Lancé en 2020, grâce à un financement de l'Agence Française de Développement (AFD), Connexions Citoyennes 2 contribue à la participation citoyenne des jeunes, au contrôle citoyen de l'action publique et à la réduction de la fracture numérique de genre, à travers l'usage des technologies de l'information et de la communication (TIC). Ce projet de trois ans, qui s'adresse à l'ensemble de l'Afrique francophone, accompagne l'émergence d'une communauté partageant des solutions numériques et citoyennes sur le continent.

5 000 personnes inscrites au MOOC

La première partie de l'année 2020 a été consacrée à la finalisation d'un outil de formation à distance, le "MOOC* Connexions Citoyennes", et la préparation d'une campagne massive de communication qui a débuté fin septembre 2020. Cette campagne de deux mois a été relayée par plus de trente-cinq médias nationaux et internationaux, dont France 24, RFI et TV5 Monde, ainsi que sur les réseaux sociaux. Elle a conduit à l'inscription au MOOC d'environ 5 000 jeunes originaires de 22 pays du Maghreb et d'Afrique sub-saharienne, dont plus de 800 ont obtenu la certification. Trente capsules vidéo en ligne, accessibles gratuitement et animées par quinze expertes et experts européens et africains ont sensibilisé ce large public aux enjeux et opportunités de la CivicTech**. Si un tiers des inscrits était constitué d'étudiants et étudiantes, le MOOC a également été plébiscité par des membres de la société civile, des médias ou des autorités publiques, qui ont représenté près de la moitié des inscrits.

« Un grand moment d'apprentissage qui m'a donné les outils pour me mettre au service de ma communauté et développer la démocratie à travers le numérique. »

Carine Désirée Yao, participante ivoirienne au MOOC

500 réponses à l'appel à projets

Avec des modules plus opérationnels axés sur le financement ou les ressources humaines d'un projet CivicTech, le MOOC a aussi offert la possibilité d'acquérir un socle de compétences de base pour développer un engagement social ou civique grâce aux outils numériques. Un forum de discussion et des quiz ont complété le dispositif pour favoriser les acquisitions de manière ludique et interactive. Le MOOC s'est aussi fortement engagé sur la question du genre avec 40% d'intervenantes et plusieurs modules dédiés à la question des femmes dans les CivicTech. Une campagne de communication « 100% femmes » a également été lancée sur les réseaux sociaux. Elle a contribué à obtenir un tiers de femmes parmi les personnes finalement inscrites.

Enfin, le MOOC a constitué un outil de mobilisation massif pour le recrutement des porteuses et porteurs de projets qui seront accompagnés par la suite. Ainsi, 500 jeunes citoyens et citoyennes d'Afrique francophone ont répondu à l'appel à candidatures lancé en novembre 2020 pour la sélection de 25 projets innovants et engagés, qui bénéficieront, en 2021, d'un programme d'incubation pour développer leurs initiatives.

*MOOC : Massive Open Online Courses.

** Civic Tech : ensemble des procédés, outils et technologies qui permettent d'améliorer le système politique.

MÉDIALAB

Favoriser la production de contenus innovants dans le monde arabe et en Afrique

Calendrier : Juillet 2018 – Juin 2021 / **Budget global** : 970 000 €

CFI a lancé “MédiaLab” en 2018, grâce à une subvention exceptionnelle accordée par le ministère de l’Europe et des Affaires étrangères dans le cadre du plan francophonie et plurilinguisme. Les projets rattachés au label Médialab encouragent le développement de contenus innovants, notamment francophones, dans le monde arabe et en Afrique.

MédiaLab Innovation

MediaLab Innovation soutient quatre projets éditoriaux innovants en français en faveur de médias en Algérie, au Liban et au Maroc. En dépit des crises sanitaire et socio-économique au sein de ces trois pays, des sessions de formation à distance ont appuyé les petites équipes de ces médias, attachées à fournir une information fiable et indépendante. Ce positionnement a été gagnant, puisque ces médias ont étoffé leur offre éditoriale, notamment pour la production de vidéos, et amélioré leur audience.

« Nous avons besoin d’acquérir les techniques journalistiques et des méthodes de travail pour proposer à notre jeune audience du contenu à la fois éducatif et divertissant. »

Lami Rassi (Yomkom – Liban)

MédiaLab Campus

MédiaLab Campus favorise les échanges humains entre écoles de journalisme des deux rives de la Méditerranée. En 2020, quatre étudiantes en journalisme ont bénéficié de bourses pour effectuer des stages dans des médias français et tunisiens. Trois jeunes marocaines de l’ISIC (Institut Supérieur de l’Information et de la Communication) ont ainsi fait l’expérience particulière de se retrouver confinées en France deux semaines après leur arrivée. Elles n’ont pas perdu leur enthousiasme pour autant et racontent : « Cette bourse m’a aidée à réaliser l’un de mes rêves. [...] J’ai pu ouvrir une porte qui me paraissait impossible à franchir. » « Cela permet d’envisager de nouveaux défis, de sortir de sa zone de confort et de repousser ses limites. » En raison de la pandémie, de nombreux stages ont dû être annulés ou reportés, ainsi que la plupart des projets de partenariats entre écoles, mais certains ont pu s’adapter grâce aux échanges par visioconférence.

MédiaLab Investigation

En décembre 2020, le journaliste irakien Asaad Zalzali a reçu le prix de la meilleure enquête publiée dans le cadre de Médialab Investigation, lors de la cérémonie de clôture virtuelle du forum annuel d’ARIJ (Arab Reporters for Investigative Journalism). Son reportage, portant sur le trafic de médicaments en Irak, était en lice avec ceux des cinq autres journalistes d’investigation sélectionnés. Originaires de Tunisie, du Maroc, d’Égypte, de Palestine et d’Irak, ils et elles ont bénéficié d’un accompagnement personnalisé pour produire leurs enquêtes dans le domaine de la santé, avec notamment des sessions de formation et un soutien financier, le tout dans un contexte sanitaire difficile dû à la pandémie de Covid-19.

MédiaLab Environnement

MédiaLab Environnement contribue à mieux informer sur les défis environnementaux en encourageant l'intégration de ces enjeux dans les productions journalistiques de six pays : le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Égypte, le Liban et la Jordanie. À travers une approche basée sur l'échange et le partage d'expertises entre journalistes et acteurs locaux, ce projet a mobilisé, en 2020, des dizaines de professionnels des médias autour des questions environnementales. Six journalistes ont suivi une formation de formateurs pour encadrer 23 personnes travaillant sur ces thématiques et engagées dans la production de contenus audiovisuels relevant du journalisme de solutions. Enfin, six médias et huit journalistes ont été sélectionnés pour bénéficier d'un soutien à la production de contenus d'investigation.

« Les échanges et les ressources partagées dans le cadre des rencontres et ateliers nous ont ouvert de nouvelles perspectives dans la manière d'aborder les défis environnementaux. »

Ahmed Sabaa Ellil (Climate in Arabic – Égypte)

MédiaLab pour Elles

Mis en œuvre avec l'appui du réseau panafricain "Open data pour Elles", MédiaLab pour Elles forme des journalistes aux techniques de traitement des données ouvertes en matière de genre et soutient la réalisation d'enquêtes traitant des inégalités femmes-hommes en Afrique francophone. Ce projet a été lancé fin décembre 2020 avec un appel à candidatures, afin de sélectionner 24 journalistes de Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Niger et de Madagascar pour ce programme de formation.

MediaLab s'inscrit dans le cadre de la "stratégie internationale pour la langue française et le plurilinguisme", lancée par le président de la République en 2018, qui vise notamment à « renforcer les médias francophones » et « à faire la promotion du modèle d'une information libre et indépendante ». Cette initiative a pour enjeu de stimuler une nouvelle offre de contenus journalistiques dans les pays d'Afrique francophone, en particulier en français mais pas uniquement, puisqu'il s'agit de promouvoir le plurilinguisme, en soutenant le développement de projets éditoriaux innovants.

MAKANATI

Femmes et médias dans les zones de conflits

Calendrier : Février 2020 - Février 2022 / **Budget global :** 627 000 €

Au Yémen et en Irak, deux pays marqués par une grave instabilité sécuritaire et une culture à forte prédominance masculine, la situation des femmes est devenue une préoccupation majeure. Makanati – qui signifie en arabe “ma place” – encourage une plus large participation des femmes dans les sociétés irakienne et yéménite, et une meilleure compréhension de leurs problèmes par la population.

Depuis avril 2020, CFI a mis en œuvre, avec l’aide de partenaires locaux, des sessions de sensibilisation aux concepts d’égalité femmes-hommes auprès de journalistes et d’étudiantes. Des formations au leadership pour des professionnelles des médias et à la production de podcasts ont aussi été proposées. Au total, elles ont réuni plus de 150 bénéficiaires au Yémen et en Irak. La plupart se sont déroulées en alternant des ateliers en présentiel et des sessions à distance. Cette formule toute nouvelle a très bien fonctionné et a permis de maintenir une formation de qualité malgré les restrictions dues à la Covid-19.

« Cette formation est complémentaire de mes études universitaires. Les techniques apprises me permettront de construire une base solide pour mon avenir de journaliste. »

Mariam Al Shareefi, étudiante à l’université Alfarahidi de Bagdad

De nouveaux contenus dédiés aux femmes dans les médias

Les rédactions de deux radios, Yemen Times (à Sanaa) et Radio Lana (à Aden) ont également été formées aux concepts liés à l’égalité de genre et aux techniques de production. Elles ont toutes deux lancé ensuite des programmes de sensibilisation aux droits des femmes. Ainsi, depuis octobre, Yemen Times propose “A’ashanik” (“pour toi” en arabe), un programme qui encourage une plus grande inclusion de celles-ci et facilite la compréhension de leurs préoccupations par la société yéménite. En novembre, Radio Lana a lancé “Saniaat Assalam” (“bâtisseuses de paix” en arabe) pour sensibiliser la population aux droits des femmes, et favoriser une nouvelle attitude à leur égard. Enfin, plus de 50 journalistes et étudiantes du département médias de leur université ont été accompagnées pour produire des reportages et des contenus concernant les femmes au Yémen et en Irak.

AMA BAAD

Des rencontres et des ressources en ligne pour adapter
la pratique journalistique à la crise sanitaire

Calendrier : Juin 2020 – Août 2020 / **Budget global** : 100 000 €

En 2020, la pandémie de Covid-19 et les mesures de confinement prises par les gouvernements ont bouleversé les pratiques journalistiques. Ama Baad – expression qui signifie en arabe “et après, ensuite” – a proposé durant trois mois, aux journalistes de douze pays du monde arabe, des rencontres et des ressources en ligne pour leur fournir des clés d’adaptation.

Initié par CFI, en partenariat avec un média du Levant, Daraj, et du Maghreb, Barr Al Aman, Ama Baad a apporté aux journalistes arabophones de la région un soutien à la production de contenus, mais aussi un partage d’expériences et des conseils d’experts et expertes pour les éclairer sur ces sujets complexes.

« Ama Baad constitue une opportunité et une ressource précieuse dans le contexte de la crise provoquée par la pandémie. Ce projet a favorisé les rencontres et les échanges, dépassant les obstacles engendrés par les restrictions de déplacement. »

Ahmad Sabaa Ellil, journaliste égyptien.

Un groupe Facebook a été créé pour encourager le réseautage et mettre en commun des ressources pertinentes. Il réunissait, fin 2020, plus de 750 membres, dont 45% de femmes et 50% de jeunes. Cet espace a permis de partager des centaines de ressources ainsi que des productions inédites sur des thématiques de développement durable.

Des “conversations” en ligne pour débattre d’enjeux cruciaux

Durant trois mois, seize conversations en ligne ont été organisées, pour certaines d’entre elles avec la participation des rédactions de France 24 en arabe et de Monte Carlo Doualiya. Une vingtaine de journalistes des douze pays ciblés par le projet ont participé à ces rendez-vous hebdomadaires. Chaque vidéo postée sur le groupe Facebook a comptabilisé d’une centaine de consultations.

Diverses thématiques, directement ou indirectement liées à la pandémie, ont été abordées : questions sanitaires (émergence des virus, santé mentale en temps de confinement, vaccination), infox et discours violents, problématiques environnementales, inégalités, enjeux d’éducation... Ces rencontres ont également accordé une place importante à la question de l’égalité des genres.

« Les conversations d’Ama Baad et les ressources partagées à travers le groupe m’ont été très utiles pour trouver des idées d’enquêtes journalistiques et identifier des sources fiables. »

Abdul Jalili Al Yusi, journaliste yéménite.

TAFANEL

Contribuer à travers les médias à la cohésion sociale dans le nord de l'Irak

Calendrier : Juillet 2019 – Mars 2021 / **Budget global** : 310 500 €

Dans la région du Gouvernorat de Ninive, l'occupation de l'État Islamique et les combats qui l'ont marquée ont profondément modifié le tissu social. Tafael sensibilise les jeunes journalistes irakiens de cette région aux questions de cohésion sociale et les accompagne pour traiter de manière positive cette thématique, afin que les populations aient accès à des informations adaptées à leurs attentes et génératrices de liens.

Depuis 2019, Tafael – expression arabe appelant à aller de l'avant avec optimisme – contribue à la dynamique de stabilisation post-crise à travers les médias dans le nord de l'Irak. En 2020, 45 personnes originaires ou résidant dans le gouvernorat de Ninive, qui avaient bénéficié d'une première formation sur les pratiques du journalisme, ont participé à une session sur les enjeux de la cohésion sociale, ainsi qu'à un atelier dédié à une spécialité (radio, écrit ou vidéo) avec des formats adaptés à la diffusion sur internet et les réseaux sociaux.

Après un accompagnement de plusieurs mois dans la réalisation de productions, un jury composé de plusieurs journalistes, experts et membres de la société civile, dont Saad Mabrouk et Alia Kdeih de Monte Carlo Doualiya, a sélectionné dix sujets qui seront publiés dans des médias locaux en 2021. Les bénéficiaires de ce projet sont désormais en mesure de produire des contenus positifs sur les questions de réconciliation dans la région.

Échanges avec l'Université de Mossoul

Quinze jeunes du département médias de l'Université de Mossoul ont participé à des ateliers sur les fondamentaux du journalisme, la gestion d'un site internet, ainsi que la couverture de sujets relatifs à la cohésion sociale et à la réconciliation en Irak. Un site web, spécialement créé pour les élèves et l'équipe enseignante du département médias, leur permettra de publier des articles et des vidéos réalisées dans le cadre de leurs cours.

« Lors des formations sur la gestion d'un site internet, nous avons rédigé ensemble une charte éditoriale qui devra être suivie par les contributeurs et contributrices du site. Cela les aidera à se familiariser avec cette notion qui est au cœur du métier de journaliste. »

Saman Noah, formateur.

NOS BAILLEURS ET PARTENAIRES EN 2020

Nos bailleurs

CFI est majoritairement financé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), dans le cadre de l'aide publique au développement française. L'agence a développé une politique active de recherche de fonds hors MEAE, tant au niveau national qu'au niveau européen : l'Union européenne (UE), soit directement, soit par l'intermédiaire d'Expertise France (EF), l'Agence Française de Développement (AFD) et la coopération allemande (GIZ) font partie de ses bailleurs réguliers.

Parmi les projets menés en 2020 par l'agence et financés par l'Union européenne, on peut mentionner le projet D-Jil, qui accompagne les médias pour innover et créer des contenus en ligne pour les jeunes du monde arabe. On peut également évoquer EU-JDID, qui apporte un soutien européen au développement de la démocratie et des institutions en Jordanie, ou encore Safir, qui soutient l'inclusion économique de la jeunesse dans neuf pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

Également financé par l'Union européenne, mais par le biais de l'agence Expertise France, le projet Qudra 2 vise à améliorer l'accès à l'information des populations de réfugiés syriens résidant en Jordanie, en Turquie et au Liban. Il en est de même pour le projet Pravo Justice, qui permet de mieux faire comprendre les réformes de la justice en Ukraine en renforçant les capacités des médias à mieux maîtriser ces thématiques.

De son côté, l'AFD a financé, en 2020 quatre projets de CFI : MédiaSahel, qui participe à une meilleure implication de la jeunesse sahélienne par les médias, Afri'Kibaaru, qui soutient la production et la diffusion d'informations liées au développement durable en Afrique, Connexions citoyennes 2, qui contribue à la participation citoyenne de la jeunesse en Afrique, et enfin Qarib, qui accompagne les médias pour favoriser la cohésion sociale au Moyen-Orient.

Deux projets ont aussi été menés sur financement de l'organisme de coopération allemande GIZ : InfosDroits, qui visait à renforcer la couverture médiatique sur les droits humains en Mauritanie, et Dialogues citoyens Bénin 2, qui avait pour objectif d'améliorer la qualité des échanges autour des questions de redevabilité et de contrôle citoyen de l'action publique, grâce à une augmentation qualitative de l'offre médiatique.

Nos principaux partenaires

En 2020, 60% des projets de l'agence, en particulier ceux destinés à la jeunesse, ont été menés en partenariat avec les rédactions ou les services de France Médias Monde (RFI, France 24 et Monte Carlo Doualiya).

Par exemple, dans le cadre du projet MédiaSahel, l'émission Priorité Santé de RFI a diffusé, entre avril et août 2020, vingt capsules vidéo de sensibilisation et de déconstruction des fausses informations liées au coronavirus. Autre illustration, depuis l'été 2020, la série de fiction radiophonique Dianké est proposée gratuitement sur la plateforme de podcasts de RFI.

Lancé au printemps 2020, le projet Safir, est mené par un consortium de partenaires : l'Institut français, qui est chef de file, l'Agence Universitaire de la Francophonie, l'Arab NGO Network for Development, Pitchworthy (Liban) le Lab'ESS (Tunisie) et CFI.

L'agence a également poursuivi son appui à la création africaine et participé à l'émergence de nouveaux talents, à travers l'écriture et la production de plusieurs séries, en partenariat Canal+ Afrique, dans le cadre du projet Écrire et produire en Afrique 3.

Au niveau européen, CFI coopère de manière régulière avec ses homologues, BBC Media Action, Deutsche Welle, International Media Support (IMS) et Free Press Unlimited (FPU), et est aussi membre active du Global Forum for Media Development (GFMD) et d'EPD (European Partnership for Democracy), réseau européen qui œuvre pour la promotion de la démocratie dans le monde.

Enfin, l'agence travaille avec de nombreux partenaires du Sud qui, du fait de leur implantation et de leur proximité avec les réalités locales, contribuent à construire des projets au service du développement pour et par les médias.



APERÇU 2021

AFKRI'KIBAARU

Enrichir l'information sur le développement durable au Sahel.

DÉSINFOX AFRIQUE

Lutter contre la propagation des infox en Afrique de l'Ouest et centrale.

CONNEXIONS CITOYENNES 2

Encourager l'émergence de projets numériques d'action citoyenne en Afrique francophone.

PAMT 2 (PROGRAMME D'APPUI AUX MÉDIAS TUNISIENS)

Accompagner le processus de mutation et de consolidation des médias tunisiens.

KALIMAT SUDANIA

Contribuer à la transition démocratique au Soudan en rapprochant médias et citoyens.

MEDIAFIT

Consolider les médias dans les régions de l'Est de l'Ukraine.

DIALOGUES MIGRATIONS

Contribuer à une couverture non stéréotypée sur les migrations dans les médias de cinq pays d'Afrique (Maroc, Mauritanie, Niger, Gambie, Guinée).

LANCEMENT DE LA PLATEFORME D'E-LEARNING « CONSEILS DE JOURNALISTES »

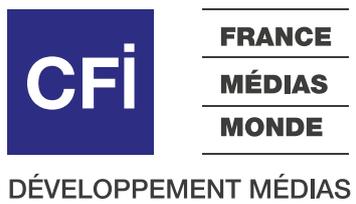
Outil pédagogique gratuit, conçu par CFI en partenariat avec RFI, France24 et Monte Carlo Doualiya, sur lequel des journalistes internationaux aguerris partagent leurs savoir-faire pour traiter l'information thématique.

DIFFUSION DE « CORRESPONDANCES », LE PODCAST DES ARTISANS DE L'INFO

Podcast de 10 bénéficiaires des projets de CFI.

BILAN FINANCIER 2020

BUDGET OPÉRATIONNEL AFRIQUE	5 495 K€
Conseil / Expertise	4 590
<i>Médias et développement</i>	4 138
<i>Médias et entreprise</i>	169
<i>Médias et pluralisme</i>	282
Équipe développement et gestion de projets	905
BUDGET OPÉRATIONNEL MÉDITERRANÉE-ASIE	4 797 K€
Conseil / Expertise	3 908
<i>Médias et développement</i>	2 667
<i>Médias et entreprise</i>	45
<i>Médias et pluralisme</i>	1 195
Équipe développement et gestion de projets	889
BUDGET DES FONCTIONS SUPPORT	2 919 K€
Communication et internet	140
Frais de structure	1 779
Équipe et fonctionnement	1 000
RESSOURCES	13 256 K€
Subvention annuelle du MEAE	7 152
Commandes publiques	903
Contrats bailleurs multilatéraux	4 778
Autres ressources	423



Contact

62 rue Camille Desmoulins / 92130 Issy-les-Moulineaux
Communication : julien.gueit@cfi.fr / + 33 1 40 62 32 32